

De beslissing wordt aan het openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn en aan de netbeheerder meegedeeld.

De netbeheerder richt een verzoek aan de Afdeling Energie van het Directoraat-generaal Technologieën, Onderzoek en Energie om het bedrag i.v.m. de kwijtschelding van schulden bij het Energiefonds te mogen overnemen. Het verzoek gaat vergezeld van de beslissing van de plaatselijke commissie inzake bericht van onderbreking, van de stukken voor de bepaling van het bedrag van de schuld i.v.m. de gewaarborgde minimale levering op het moment van de beslissing, alsmede van de personalia van de netbeheerder en, in voorkomend geval, van de leverancier bedoeld in artikel 3. Die stukken worden waar en oprecht verklaard en door de betrokken partijen ondertekend.

Art. 7. Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* bekendgemaakt wordt.

Art. 8. De Minister van Energie is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 17 juli 2003.

De Minister-President,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE
De Minister van Vervoer, Mobiliteit en Energie,
J. DARAS

REGION DE BRUXELLES-CAPITALE — BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST

COMMISSION COMMUNAUTAIRE FRANÇAISE DE LA REGION DE BRUXELLES-CAPITALE

F. 2003 — 3239

[C — 2003/31400]

17 JUILLET 2003. — Décret de la Commission communautaire française relatif à la création d'un service à gestion séparée chargé de la gestion et de la promotion de la formation permanente pour les classes moyennes et les petites et moyennes entreprises à Bruxelles

Le Collège de la Commission communautaire française,

Vu l'avis du Conseil d'Administration de l'Institut de Formation permanente pour les Classes moyennes et les Petites et Moyennes Entreprises, donné le 17 octobre 2002;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 10 octobre 2002;

Vu l'accord du Membre du Collège chargé du Budget, donné le 8 novembre 2002;

Sur la proposition du Membre du Collège chargé de la formation professionnelle et permanente des Classes moyennes,

Arrête :

Le Membre du Collège chargé de la formation professionnelle et permanente des Classes moyennes présente à l'Assemblée de la Commission communautaire française le projet de décret dont teneur suit :

L'Assemblée de la Commission communautaire française adopte et Nous, Collège, sanctionnons ce qui suit :

Article 1^{er}. Le présent décret règle une matière visée à l'article 128 de la Constitution, en vertu de l'article 138 de la Constitution.

Art. 2. § 1^{er}. Au sein des Services du Collège de la Commission communautaire française, il est créé un service à gestion séparée dénommé « Service Formation P.M.E. ».

§ 2. Il est chargé d'assurer les missions visées à l'article 22 de l'avenant modifiant l'accord de coopération conclu le 20 février 1995 par la Commission communautaire française, la Communauté française et la Région wallonne, relatif à la Formation permanente pour les Classes moyennes et les Petites et Moyennes Entreprises et à la tutelle de l'Institut de Formation permanente pour les Classes moyennes et les Petites et Moyennes Entreprises.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Bruxelles, le 17 juillet 2003.

E. TOMAS,
Président du Collège
W. DRAPS,
Membre du Collège chargé de la formation professionnelle et permanente des Classes moyennes
A. HUTCHINSON,
Membre du Collège chargé du Budget

Décret de la Commission communautaire française relatif à la création d'un service à gestion séparée chargé de la gestion et de la promotion de la formation permanente pour les Classes moyennes et les Petites et Moyennes entreprises à Bruxelles

Exposé des motifs

L'accord de coopération relatif à la formation permanente pour les Classes moyennes et les Petites et Moyennes entreprises et à la tutelle sur l'Institut de formation permanente pour les Classes moyennes et les Petites et Moyennes entreprises, conclu le 20 février 1995 par la Commission communautaire française, la Communauté française et la Région wallonne a fait l'objet d'une évaluation permanente au fil des années.

Celle-ci a abouti à un constat unanime : le système de tutelle conjointe est générateur de blocages dans les politiques de formation, par manque de souplesse dans les procédures décisionnelles et à cause des contraintes engendrées par l'application d'une clé 80/20 %, entre la Région wallonne et la Commission communautaire française, pour le financement des services communs.

De plus, la structure de l'Institut de formation permanente pour les Classes moyennes et les Petites et Moyennes Entreprises (IFPME) n'est plus adaptée à l'évolution des activités de formation qui se développent et se diversifient en fonction des besoins socio-économiques spécifiques des Régions.

Les services communs, en particulier, entraînent des dépenses de fonctionnement qui pourraient être rationalisées; des moyens financiers non négligeables seraient ainsi à réaffecter aux missions essentielles.

En conséquence, il a paru indispensable de mettre un terme à la situation inconfortable révélée par l'ensemble des constats exposés ci-dessus. Cela suppose de revoir l'organisation de l'IFPME, en concluant un avenant à l'accord de coopération existant.

La négociation, entreprise, à cet effet, entre les trois Exécutifs signataires de l'accord a abouti à la décision de maintenir un IFPME de taille réduite, sous statut d'organisme d'intérêt public, et de le charger essentiellement d'assurer la cohérence de la formation permanente dispensée en Wallonie et à Bruxelles, garantissant notamment la libre circulation des auditeurs entre les Centres du réseau et la délivrance d'une certification équivalente par tous les Centres ainsi que son homologation par la Communauté française.

Quant aux autres missions actuellement réalisées par l'IFPME, dont la gestion des dotations octroyées par les pouvoirs subsidiaires, la gestion et la promotion des activités de formation sur le terrain et la coordination des cours théoriques organisés par les Centres avec la formation pratique donnée en entreprise, il a été décidé de les confier à deux entités régionales; en Région wallonne, il s'agira d'un organisme d'intérêt public et en Commission communautaire française, au stade actuel, d'un service à gestion séparée à intégrer au sein des Services du Collège.

Il est donc proposé de créer, par l'avant-projet de décret présenté, le service à gestion « Service Formation P.M.E. ».

Un ou plusieurs arrêtés d'exécution fixeront les modalités de la gestion fonctionnelle, budgétaire, financière et comptable dudit service ainsi que les modalités de transfert des agents de la direction territoriale de l'IFPME et de 20 % des agents des services communs vers la Commission communautaire française.

Il convient de noter que le Collège de la Commission communautaire française a approuvé l'avant-projet de décret présenté à titre conservatoire, afin de régler la situation du personnel au 1^{er} janvier 2003.

Simultanément, en effet, est lancé un groupe de travail chargé d'envisager les modalités d'un rapprochement à terme, du champ de la formation des Classes moyennes et du champ de la formation des salariés et des demandeurs d'emploi à Bruxelles, dans le respect de leurs spécificités respectives.

Un ou plusieurs arrêtés d'exécution fixeront les modalités de la gestion fonctionnelle, budgétaire, financière et comptable dudit service ainsi que les modalités de transfert des agents de la direction territoriale de l'IFPME et de 20 % des agents des services communs vers la Commission communautaire française.

Il convient de noter que le Collège de la Commission communautaire française a approuvé l'avant-projet de décret présenté à titre conservatoire, afin de régler la situation du personnel au 1^{er} janvier 2003.

Simultanément, en effet, est lancé un groupe de travail chargé d'envisager les modalités d'un rapprochement à terme, du champ de la formation des Classes moyennes et du champ de la formation des salariés et des demandeurs d'emploi à Bruxelles, dans le respect de leurs spécificités respectives.

VERTALING

FRANSE GEMEENSCHAPSCOMMISSIE VAN HET BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST

N. 2003 — 3239

[C — 2003/31400]

17 JULI 2003. — Decreet van de Franse Gemeenschapscommissie betreffende het oprichten van een apart beheerde dienst belast met het beheer en de promotie van de permanente vorming voor de middenklasse en de kleine en middelgrote ondernemingen te Brussel

Het College van de Franse Gemeenschapscommissie,

Gelet op het advies van de Raad van Beheer van het Instituut voor Permanente Vorming voor de Middenklasse en de Kleine en Middelgrote Ondernemingen, gegeven op 17 oktober 2002;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 10 oktober 2002;

Gelet op het akkoord van het Lid van het College belast met de Begroting, gegeven op 8 november 2002;

Op voorstel van het Lid van het College, belast met de beroepsopleiding en de permanente vorming van de Middenklasse,

Besluit :

Het Lid van het College belast met de beroepsopleiding en de permanente vorming van de Middenklasse legt aan de Raad van de Franse Gemeenschapscommissie het ontwerp van decreet voor waarvan de inhoud volgt :

De Raad van de Franse Gemeenschapscommissie nemen aan en Wij, College, bekrachtigen wat volgt :

Artikel 1. Dit besluit behandelt een materie bedoeld in artikel 128 van de Grondwet, krachtens artikel 138 van de Grondwet.

Art. 2. § 1. Binnen de Dienst van het College van de Franse Gemeenschapscommissie wordt een dienst met apart beheer opgericht met als naam « Dienst Vorming K.M.O. »

§ 2. De dienst is belast met de opdrachten bedoeld in artikel 22 van de bijlage tot wijziging van het samenwerkingsakkoord dat op 20 februari 1995 door de Franse Gemeenschapscommissie, de Franse Gemeenschap en het Waalse Gewest gesloten werd betreffende de permanente vorming voor de Middenklasse en de Kleine en Middengrote Ondernemingen en het beheer door het Instituut voor Permanente Vorming van de Middenklasse en de Kleine en Middelgrote Ondernemingen.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Brussel, 17 juli 2003.

E. TOMAS,

Voorzitter van het College

W. DRAPS,

Lid van het College belast met beroepsopleiding en permanente vorming van de Middenklasse

A. HUTCHINSON,

Lid van het College belast met de Begroting

Decreet van de Franse Gemeenschapscommissie betreffende het oprichten van een apart beheerde dienst belast met het beheer en de promotie van de permanente vorming voor de Middenklasse en de Kleine en Middelgrote Ondernemingen te Brussel

Memorie van toelichting

Het samenwerkingsakkoord betreffende de permanente vorming voor de Middenklasse en de Kleine en Middelgrote Ondernemingen en het toezicht op het Instituut voor permanente vorming van de Middenklasse en de Kleine en Middelgrote Ondernemingen, gesloten op 20 februari 1995 door de Franse Gemeenschapscommissie, de Franse Gemeenschap en het Waals Gewest werd gedurende de jaren permanent geëvalueerd.

Deze evaluatie leidde tot een unanieme vaststelling: het systeem van gezamenlijk toezicht zorgt voor problemen bij het vormingsbeleid, omwille van een gebrek aan soepelheid bij beslissingsproces en omwille van verplichtingen die voortkomen uit de toepassing van een sleutel van 80/20 % tussen het Waals Gewest en de Franse Gemeenschapscommissie voor wat de financiering van de gemeenschappelijke diensten betreft.

Bovendien is de structuur van het Instituut voor permanente vorming voor de Middenklasse en de Kleine en Middelgrote Ondernemingen (IFPME) niet aangepast aan de evolutie van de vormingsactiviteiten die ontwikkeld worden en die verschillend zijn naar gelang van de sociale en economische noden van de Gewesten.

De gemeenschappelijke diensten zorgen meer bepaald voor werkingskosten die gerationaliseerd zouden kunnen worden; niet te verwaarlozen financiële middelen zouden kunnen besteed worden aan essentiële opdrachten.

Bijgevolg is het onontbeerlijk gebleken dat er een einde gesteld wordt aan deze onaangename situatie die door de voorafgaande vaststellingen geschetst wordt. Dat veronderstelt een herziening van de organisatie van het IFPME door het ondertekenen van een aanhangsel voor het bestaande samenwerkingsakkoord.

De onderhandelingen die daartoe gevoerd werden tussen de drie uitvoerende machten die het akkoord ondertekend hebben heeft geleid tot de beslissing om het IFPME te behouden maar met een kleinere omvang, met het statuut van een organisme van openbaar belang en om het te belasten met het voornamelijk verzekeren van de coherentie van de permanente vormingen die in Wallonië en Brussel aangeboden werden, waarbij het vrij verkeer van personen tussen de Centra van het netwerk, het afleveren van een evenwaardig getuigschrift voor alle centra en de homologatie door de Franstalige Gemeenschap verzekerd blijven.

Wat de andere opdrachten betreft die op dit ogenblik door het IFPME worden uitgevoerd, waaronder de dotaties die toegekend worden door de subsidiërende overheden, het beheer en de promotie van vormingsactiviteiten op het terrein en de coördinatie van de theoretische cursussen die door de Centra georganiseerd worden met de praktische bedrijfsopleiding, werd besloten deze toe te vertrouwen aan twee gewestelijke entiteiten; in het Waals Gewest zal het gaan over een organisme van openbaar belang en in de Franse Gemeenschapscommissie zal het in het huidige stadium gaan over een dienst met gescheiden beheer die geïntegreerd zal worden binnen de Diensten van het College.

Er wordt dus voorgesteld om bij dit voorontwerp van decreet de dienst met beheer « Service Formation P.M.E. » op te richten.

Eén of meerdere uitvoeringsbesluiten zullen de modaliteiten van het functioneel, budgettair, financieel en boekhoudkundig beheer van deze dienst vastleggen alsook de modaliteiten voor de overplaatsing van de agenten van de territoriale directie van het IFPME en de 20 % van de agenten van de gemeenschappelijke diensten naar de Franse Gemeenschapscommissie.

Opgemerkt moet worden dat het College van de Franse Gemeenschapscommissie het voorgelegde voorontwerp van decreet conservatoir heeft goedgekeurd om zo de personeelssituatie op 1 januari 2003 op punt te stellen.

Gelijktijdig werd inderdaad een werkgroep opgestart die belast werd met het overwegen van de modaliteiten voor een toenadering op termijn tussen het veld van de opleiding voor de Middenklasse en het veld van de opleiding voor loontrekkenden en werkzoekenden in Brussel, waarbij hun respectieve eigenheden niet uit het oog verloren worden.